

Statut du Québec au sommet des Etats francophones

Brian Mulroney avait prévenu les libéraux

◆ GATINEAU — Le premier ministre Mulroney avait prévenu M. Robert Bourassa, "il y a environ une semaine", de l'imminence d'une entente sur le statut du Québec à un sommet des états francophones. Et M. Bourassa avait donné son accord.

"Quand il m'a dit qu'après des mois et des mois de discussions, on était finalement sur le point de signer une entente, je ne voulais pas qu'une campagne électorale, ou d'autres circonstances, puisse faire manquer au Québec la chance

de pouvoir signer", a-t-il expliqué, hier, en conférence de presse, à Gatineau.

Selon lui, l'annonce faite par MM. Johnson et Mulroney, vendredi, ne doit donc pas être interprétée comme un "coup de pouce" électoral de M. Mulroney au premier ministre sortant.

Le contenu

Dans la mesure où elle maintient, en matière culturelle, le "statut distinct" dont le Québec jouit au sein de l'Agence de coopération

culturelle et technique (ACCT), M. Bourassa se dit satisfait de l'entente intervenue.

"Pour moi c'est extraordinairement important que, sur le plan culturel, le Québec puisse être reconnu comme société distincte", a déclaré M. Bourassa.

"Autant je crois qu'à beaucoup de niveaux, le Québec doit être totalement intégré à la fédération canadienne, autant je crois que le Québec doit avoir le dernier mot pour sa propre sécurité culturelle", a-t-il poursuivi.

Rappelant que c'est son gouvernement qui avait négocié, en 1971, le statut de "gouvernement participant" dont le Québec jouit à l'ACCT, le chef libéral estime que la nouvelle entente "n'est pas une innovation".

Un seul point demeure insatisfaisant pour M. Bourassa: le statut des francophones hors Québec, que l'entente Johnson-Mulroney ne touche pas.

Rémillard

Dans la mesure où M. Bourassa

savait depuis une semaine qu'une entente était sur le point d'être signée, il aurait eu tout le loisir d'en aviser son spécialiste en matière constitutionnelle et candidat dans Jean-Talon, M. Gil Rémillard.

La "fuite" dont M. Rémillard a été l'auteur, mercredi, aurait donc pu s'expliquer autrement que par ses liens privilégiés avec le bureau de M. Mulroney. Sauf que M. Bourassa a affirmé, hier, qu'il ne lui avait pas parlé depuis dix jours. M. Rémillard l'a donc appris autrement.